

Brochure n° 3049 | Convention collective nationale

IDCC : 1557 | **COMMERCE DES ARTICLES DE SPORT ET ÉQUIPEMENTS DE LOISIRS**

**Avenant n° 2 du 30 novembre 2023**

à l'accord du 29 mars 2018  
relatif à la CPPNI revalorisant le niveau de prise en charge des frais

NOR : ASET2450115M

IDCC : 1557

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**DICA ;**

**Union Sport & Cycle,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CFTC CSFV ;**

**UNSA FCS,**

d'autre part,

Les partenaires sociaux se sont réunis à plusieurs reprises afin d'étudier le niveau de prise en charge des remboursements de frais des membres des organisations syndicales participant aux réunions paritaires de la branche et ont convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup> | Modification des dispositions relatives à la prise en charge des frais**

Au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 5.2 de l'accord du 29 mars 2018 portant création d'une CPPNI, les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> tirets sont modifiés comme suit :

- « – pour les frais de transport, sur la base du billet de train aller-retour, tarif SNCF, 2<sup>e</sup> classe et, le cas échéant, les frais de parking selon les frais réels correspondant à la durée nécessaire au déplacement ;
- pour les frais de déjeuner, sur la base de 7 fois le minimum garanti, le produit étant arrondi à l'unité supérieure ;
- pour les frais d'hébergement et de petit-déjeuner, si l'aller-retour ne peut être effectué dans la journée, selon une base forfaitaire égale à 34 fois le minimum garanti, le produit étant arrondi à l'unité supérieure. »

Au 2<sup>e</sup> alinéa du même article, les mots : « le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année » sont remplacés par « le jour de la réunion ».

### 2.1. Entrée en vigueur et durée

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée et entrera en vigueur le lendemain de son dépôt.

### 2.2. Dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés

Le sujet de l'avenant ne nécessite pas de dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés.

### 2.3. Dépôt et extension

Le présent avenant sera déposé en deux exemplaires auprès des services du ministre chargé du travail et remis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Les parties signataires conviennent de demander au ministère chargé du travail l'extension du présent avenant.

*Fait à Paris, le 30 novembre 2023.*

(Suivent les signatures.)